

COMPTE RENDU

ATELIER 3

EFFICACITE ENERGETIQUE: UNE FILIERE D'AVENIR AU SERVICE DE L'EMPLOI

Animation : Philippe – Cyrille BERTON, Directeur AFD Tunisie

Nadine ADRA, Responsable Développement International, Transenergie

Samir CHERIF, Chef du Département Efficacité Energétique, STEG

Christian TRAISNEL, Directeur du Pôle d'excellence CD2E

INSTITUTIONNELS



FONDATEURS & SPONSORS



MEDIAS



EFFICACITE ENERGETIQUE, UNE FILIERE D'AVENIR AU SERVICE DE L'EMPLOI

La Méditerranée est confrontée à un paradoxe et à une nécessité : une croissance économique des PSEM, pourtant forte et un chômage massif des jeunes et des femmes : 19% des jeunes sont au chômage au Maroc, 25% en Egypte et 42 % en Tunisie (Banque Mondiale).

Parallèlement, les pays méditerranéens sont confrontés, dans le cadre de l'urbanisation croissante et de l'augmentation démographique importante prévue ces prochaines années, à une augmentation exponentielle de la demande locale en énergie, dans un contexte de raréfaction de leurs ressources naturelles en hydrocarbures et de nécessité de lutte et d'adaptation aux effets du changement climatique. La consommation d'énergie pourrait ainsi tripler d'ici 2030 dans les pays de la rive sud. Le plan bleu avait estimé le besoin de création de logements neufs dans les PSEM à 42 millions à l'horizon 2030.

Les gouvernements des pays méditerranéens, notamment au Maroc et en Tunisie, ont donc érigé la création de nouvelles filières économiques porteuses d'emplois directs telle que celle de l'efficacité énergétique comme une priorité pour redynamiser leur tissu social et économique et assurer un développement durable de leurs territoires.

Le développement de nouvelles lignes de production d'énergies renouvelables de grande échelle est déjà inclus au cœur des politiques des PSEM. La mise en place de mesures d'efficacité énergétique a également fait l'objet, sur la dernière décennie, d'une série d'accords avec l'objectif d'instaurer un véritable marché de l'efficacité énergétique, générateur d'emploi.

Par ailleurs, il faut avoir conscience que l'efficacité énergétique peut être également indirectement un facteur d'emplois. En effet, pour un chef d'entreprise, investir dans de l'efficacité énergétique c'est gagner en rentabilité et en productivité et ainsi s'ouvrir la perspective de nouvelles parts de marchés, sources donc d'emplois indirects.

Dix ans environ après la mise en place de ces mesures, le bilan reste mitigé mais indiscutablement porteur de potentiel. Si la filière de l'efficacité énergétique peut être source d'emplois, son développement peut-toutefois, comme dans tout processus d'introduction d'une nouvelle technologie, être à terme source de mutation ou d'éviction d'emplois, ce point serait à regarder de plus près

A ce titre, il est nécessaire de :

- Accompagner les PSEM afin qu'ils mettent à niveau leurs législations ou conçoivent des législations incitatives tant à l'égard du consommateur que du fournisseur d'énergie, en matière de consommation raisonnable et efficace de l'énergie.
- Diffuser et partager notamment dans le cadre de séminaires et tables rondes les bonnes pratiques à retenir pour maximiser l'impact socio-économique de cette filière. L'efficacité énergétique doit en effet, comme toute innovation, se comprendre comme un nouveau modèle économique de production durable et responsable, demandant au citoyen de consommer cette énergie différemment. Il serait également demandé aux entreprises, aux

fournisseurs d'énergie d'intégrer cette nouvelle « posture » en s'engageant non pas tant sur la fourniture « d'équipements » mais plutôt sur celle d'une « performance ».

- Lever les freins qui restent à son développement notamment à travers la redirection des financements de la compensation destinés à l'énergie vers les stratégies d'efficacité énergétique
- Soutenir les acteurs dans l'accélération de cette dynamique, tant sur le plan national que régional.
- Lancer une réflexion plus approfondie sur l'impact quantitatif réel d'un développement de la filière d'EE sur le marché de l'emploi dans les différentes géographies considérées.

A propos d'EMCC

Engagés en faveur d'une meilleure intégration méditerranéenne, les dirigeants des entreprises fondatrices d'IPEMED, ont initié en 2009 un vaste mouvement d'entrepreneurs, EMCC (Euro-Mediterranean Competitiveness Confederation) pour parler d'une même voix et militer pour le rapprochement par l'économie des pays deux rives de la Méditerranée. Créé sous l'impulsion de Gérard Mestrallet, PDG de GDF SUEZ, EMCC est aujourd'hui présidé par Xavier Beulin, PDG de Sofiprotéol, en sa qualité de président du Conseil de surveillance d'IPEMED.

www.emcc-forum.org

A propos d'IPEMED

L'Institut de Prospective Économique du monde Méditerranéen (IPEMED) est une association reconnue d'intérêt général, dont la mission est de rapprocher, par l'économie, les pays des deux rives de la Méditerranée. Financé par de grandes entreprises publiques et privées méditerranéennes qui partagent ses valeurs, ainsi que par des collectivités territoriales, il œuvre à la prise de conscience d'un avenir commun et d'une convergence d'intérêts entre les pays du Nord, du Sud et de l'Est de la Méditerranée. Il a pour valeurs l'indépendance politique et la parité Nord-Sud dans sa gouvernance comme dans l'organisation de ses travaux. Il donne la priorité à l'économie, privilégie une approche opérationnelle des projets et travaille dans la durée. IPEMED est présidé par Radhi Meddeb et dirigé par Jean-Louis Guigou, qui en est le fondateur.

www.ipemed.coop